

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN AOUT 2023 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire à fin août 2023, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

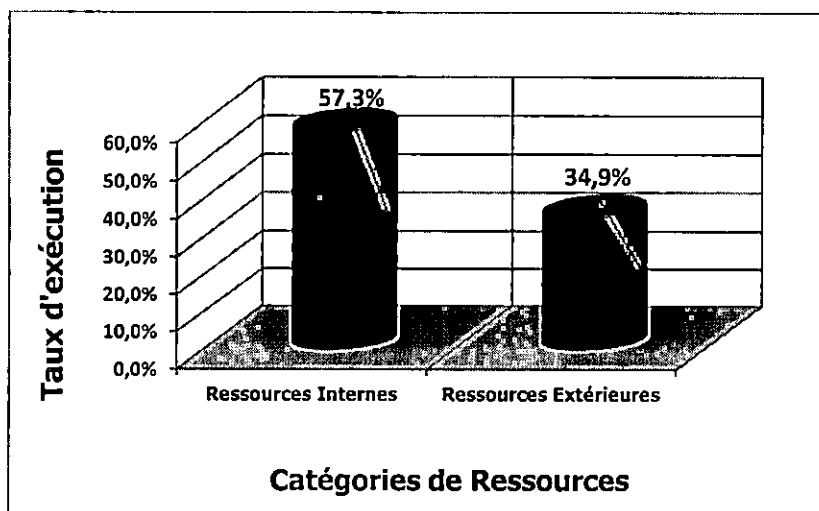
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin août 2023 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de 10.842.854.831.923 FC contre les prévisions linéaires de 20.199.754.456.680 FC, soit un taux d'exécution de 53,7%.

Le taux d'exécution pour les dépenses en ressources internes s'élève à 57,3%. Elle résulte des exécutions de l'ordre de 9.684.114.496.925 FC contre les prévisions linéaires de 16.893.504.369.662 FC.

Les dépenses exécutées sur ressources extérieures sont de 1.154.737.244.122 FC, contre les prévisions linéaires de 3.306.250.087.017 FC, soit un taux d'exécution de 34,9%.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n°1 : Exécution en pourcentage du budget général par catégorie de ressources

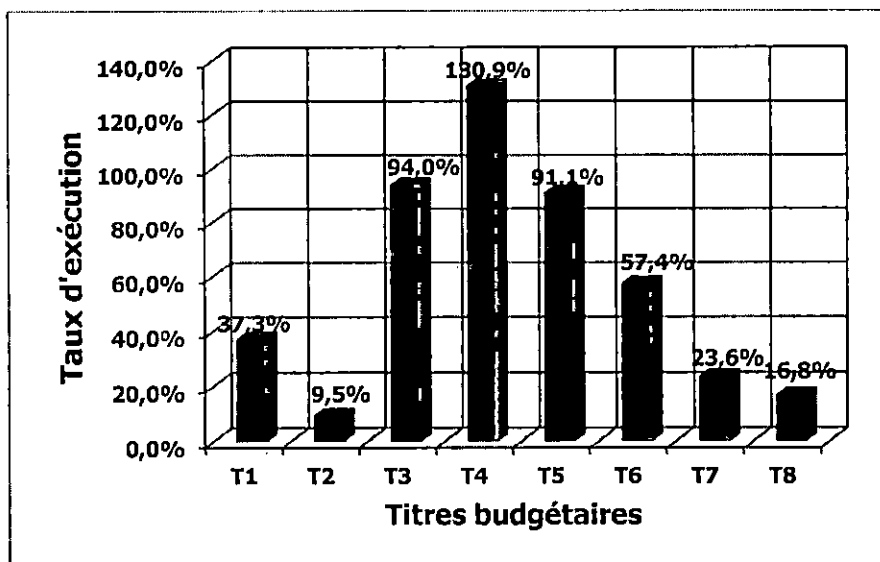


Signature

1. Outre les dépenses des rémunérations et celles liées à la rétrocession aux Administrations financières ainsi qu'au service de la dette, l'essentiel des dépenses à fin août 2023 a porté sur :
 - la rénovation du bâtiment abritant la chancellerie de notre ambassade à Libreville au Gabon avec un montant de **865.289.557 FC** ;
 - la réhabilitation de 50 km de route de desserte agricole sur l'axe Kasomeno –Kawambwa dans la province du Haut Katanga s'élevant à **801.673.994 FC** ;
 - la construction des huit écoles techniques dans la province de Mai Ndombe à hauteur de **529.621.597 FC** ;
 - la construction de la route dite chemin de passion reliant la cité de Mbanza Ngungu et celle de Nkamba Jérusalem dans la province du Kongo Central avec une somme de **19.834.880.073 FC** ;
 - la mise à disposition de fonds à hauteur de **1.240.000.000 FC** en faveur du Ministère de la Jeunesse et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté pour la promotion, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes ;
 - La relance de la réindustrialisation et la réhabilitation des certaines usines (SOTEXKI) dont le coût s'élève à **5.203.862.737 FC** ;
 - La formation des 2500 magistrats/ session 2023.

2. L'exécution du budget général par *titre (T)* se présente de la manière suivante :
 - Dette publique en capital (T1) : **250.162.741.017 FC** contre les prévisions linéaires de **671.248.471.662 FC**, soit un taux d'exécution de **37,3%** ;
 - Frais financiers (T2) : **39.733.143.594 FC** contre les prévisions linéaires de **420.433.197.071 FC**, soit un taux d'exécution de **9,5%** ;
 - Dépenses de personnel (T3) : **4.807.811.384.148 FC** contre les prévisions linéaires de **5.115.815.785.867 FC**, soit un taux d'exécution de **94,0%** ;
 - Biens et matériels (T4) : **339.797.029.611 FC** contre les prévisions linéaires de **259.643.870.168 FC**, soit un taux d'exécution de **130,9%** ;
 - Dépenses de prestations (T5) : **950.140.845.456 FC** contre les prévisions linéaires de **1.043.092.045.868 FC**, soit un taux d'exécution de **91,1%** ;
 - Transferts et interventions de l'Etat (T6) : **2.835.848.831.611 FC** contre les prévisions linéaires de **4.942.743.798.083 FC**, soit un taux d'exécution de **57,4%** ;
 - Equipements (T7) : **1.082.771.959.528 FC**, contre les prévisions linéaires de **4.587.367.848.572 FC**, soit un taux d'exécution de **23,6%** ;
 - Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière (T8) : **536.588.896.958 FC**, contre les prévisions linéaires de **3.159.409.439.389 FC**, soit un taux d'exécution de **17,0%**.

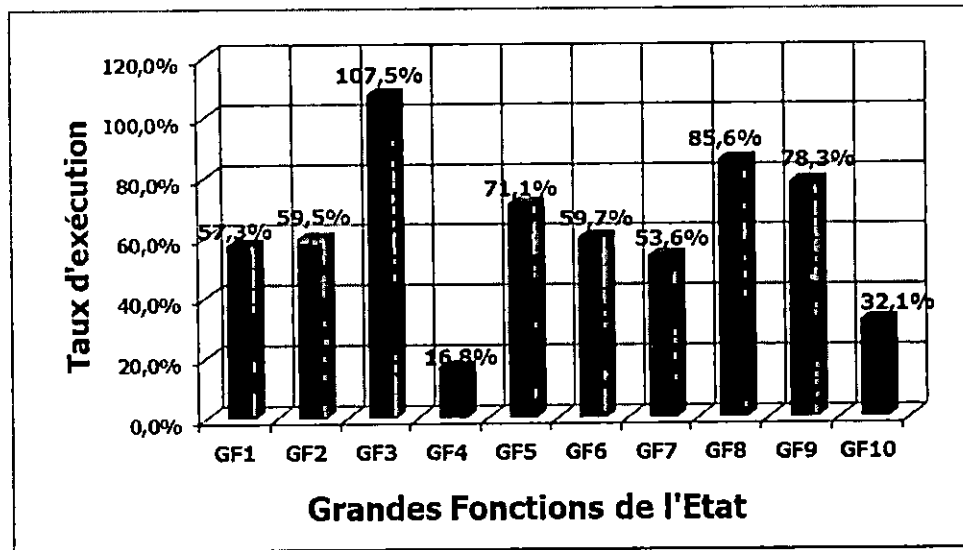


Graphique n°2 : Exécution des dépenses par Titre budgétaire

3. Par *grande fonction* de l'Etat (GF), l'exécution des dépenses renseigne les statistiques ci-après :

- Services généraux des Administrations publiques (GF1) : 3.920.986.066.198 FC contre les prévisions linéaires de 6.839.681.026.501 FC, soit un taux d'exécution de 57,3% ;
- Défense (GF2) : 842.482.144.770 FC contre les prévisions linéaires 1.416.428.682.665 FC, soit un taux d'exécution de 59,5% ;
- Ordre et sécurité publics (GF3) : 1.023.694.869.467 FC contre les prévisions linéaires de 952.275.616.283 FC, soit un taux d'exécution de 107,5% ;
- Affaires économiques (GF4) : 780.839.276.698 FC contre les prévisions linéaires de 4.651.564.445.566 FC, soit un taux d'exécution de 16,8% ;
- Protection de l'environnement (GF5) : 117.845.110.282 FC contre les prévisions linéaires de 165.771.804.330 FC, soit un taux d'exécution de 71,1% ;
- Logement et équipements collectifs (GF6) : 130.973.415.559 FC contre les prévisions linéaires de 219.477.376.955 FC, soit un taux d'exécution de 59,7% ;
- Santé (GF7) : 1.017.739.701.634 FC contre les prévisions linéaires de 1.900.446.016.265 FC, soit un taux d'exécution de 53,6% ;
- Religion, culture, sports et loisirs (GF8) : 179.108.435.247 FC contre les prévisions linéaires de 209.359.325.587 FC, soit un taux d'exécution de 85,6% ;
- Enseignement (GF9) : 2.703.827.526.266 FC contre les prévisions linéaires de 3.454.384.921.260 FC, soit un taux d'exécution de 78,3% ;
- Protection sociale (GF10) : 125.358.285.803 FC contre les prévisions linéaires de 390.365.241.268 FC, soit un taux d'exécution de 32,1%.

fla

Graph. n°3 : Exécution des dépenses par Grandes fonctions de l'Etat

4. Par **rubrique budgétaire (RB)**, l'exécution des dépenses globales peut être résumée de la manière suivante :

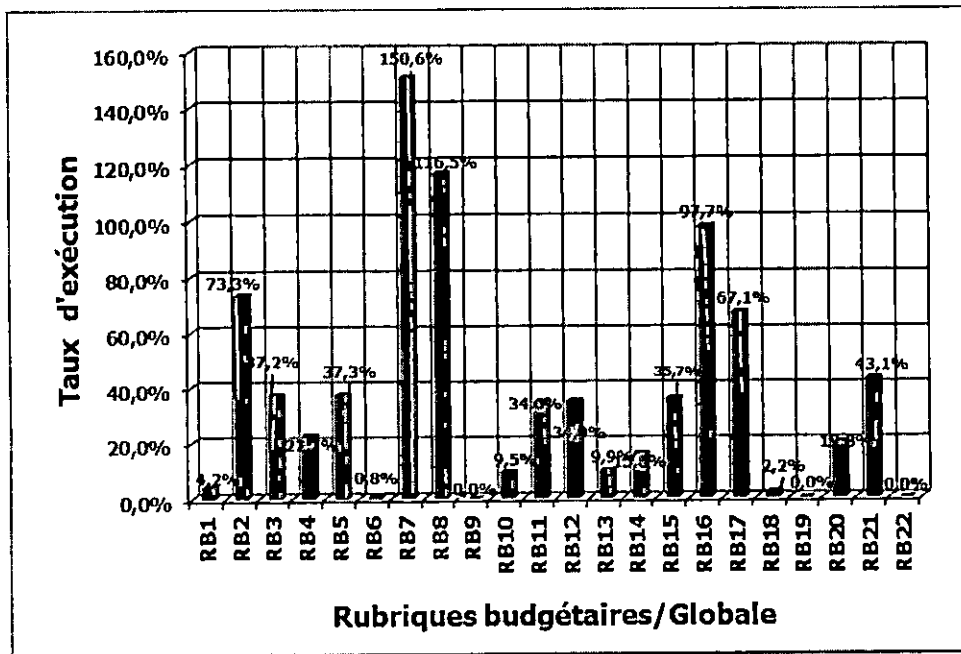
- **Bourse d'études (RB1)** : 420.000.000 FC contre les prévisions linéaires de 10.000.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 4,2% ;
- **Charges communes (RB2)** : 129.330.369.400 FC contre les prévisions linéaires de 176.358.808.660 FC, soit un taux d'exécution de 73,3% ;
- **Contrepartie des projets (RB3)** : 37.235.703.985 FC contre les prévisions linéaires de 100.000.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 37,2% ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4)** : 185.594.699.004 FC contre les prévisions linéaires de 816.000.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 22,7% ;
- **Dette publique (RB5)** : 250.162.741.017 FC contre les prévisions linéaires de 671.248.471.662 FC, soit un taux d'exécution de 37,3% ;
- **Financement des réformes (RB6)** : 3.478.924.035 FC contre les prévisions linéaires de 430.609.033.349 FC, soit un taux d'exécution de 0,8% ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7)** : 1.264.923.796.127 FC contre les prévisions linéaires de 839.931.591.973 FC, soit un taux d'exécution de 150,6% ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8)** : 1.512.033.617.022 FC contre les prévisions linéaires de 1.298.418.449.931 FC, soit un taux d'exécution de 116,5% ;
- **Frais financiers (RB10)** : 39.733.143.594 FC contre les prévisions linéaires de 420.433.197.071 FC, soit un taux d'exécution de 9,5% ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11)** : 341.817.609.301 FC contre les prévisions linéaires de 986.749.327.522 FC, soit un taux d'exécution de 34,6% ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12)** : 1.154.737.244.122 FC contre les prévisions de linéaires de 3.306.250.087.017 FC, soit un taux d'exécution de 34,9% ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13)** : 118.684.741.412 FC contre les prévisions linéaires de 1.198.003.603.532 FC, soit un taux d'exécution de 9,9% ;
- **Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14)** : 308.703.166.967 FC contre les prévisions linéaires de 1.954.327.841.065 FC, soit un taux d'exécution de 15,8% ;
- **Mise à la retraite (RB15)** : 64.385.769.675 FC contre les prévisions linéaires de 180.140.833.009 FC, soit un taux d'exécution de 35,7% ;

JL

- Rémunérations (RB16) : 4.645.849.430.432 FC contre les prévisions linéaires de 4.753.333.333.333 FC, soit un taux d'exécution de 97,7% ;
- Rétrocession aux Administrations financières (RB17) : 562.388.528.865 FC contre les prévisions linéaires de 837.935.416.612 FC, soit un taux d'exécution de 67,1% ;
- Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : 7.360.900.079 FC contre les prévisions linéaires de 328.539.915.024 FC, soit un taux d'exécution de 2,2% ;
- Subventions aux services ex-BPO (RB20) : 4.021.735.715 FC contre les prévisions linéaires de 20.320.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 19,8% ;
- Transfert aux Provinces et ETD (RB21) : 211.992.711.172 FC contre les prévisions linéaires de 492.214.650.423 FC, soit un taux d'exécution de 43,1% ;

Il sied de noter que les rubriques Fonds de péréquation (RB9) et Subvention aux Services Déconcentrés (R19), ont été exécutées jusqu'à la phase de l'ordonnancement. La TVA remboursable (RB22) quant à elle, est en cours d'analyse pour intégration dans la chaîne de la dépense.

Graph. n°4 : Exécution des dépenses par rubriques budgétaires/Globale



5. Les *Charges transférées en Provinces et ETD* (40%) ont connu une exécution de 2.329.779.066.665 FC, contre les prévisions linéaires de 4.430.369.910.256 FC, soit un taux d'exécution de 52,6%.

Elles sont subdivisées de la manière suivante :

- Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 308.703.166.967 FC contre les prévisions linéaires de 1.954.327.841.065 FC, soit un taux d'exécution de 15,8% ;
 - Rémunérations (RB15) : 1.809.083.188.526 FC contre les prévisions linéaires de 1.983.827.418.769 FC, soit un taux d'exécution de 91,2% ;
 - Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement) (RB20) : 211.992.711.172 FC contre les prévisions linéaires de 492.214.650.423 FC, soit un taux d'exécution de 43,1%.
6. Les *dépenses de lutte contre la pauvreté* (DLCP) ont été exécutées par rubriques budgétaires à hauteur de 3.238.821.703.219 FC, contre les prévisions linéaires de 7.196.974.894.465 FC, soit un taux d'exécution de 45,0%.

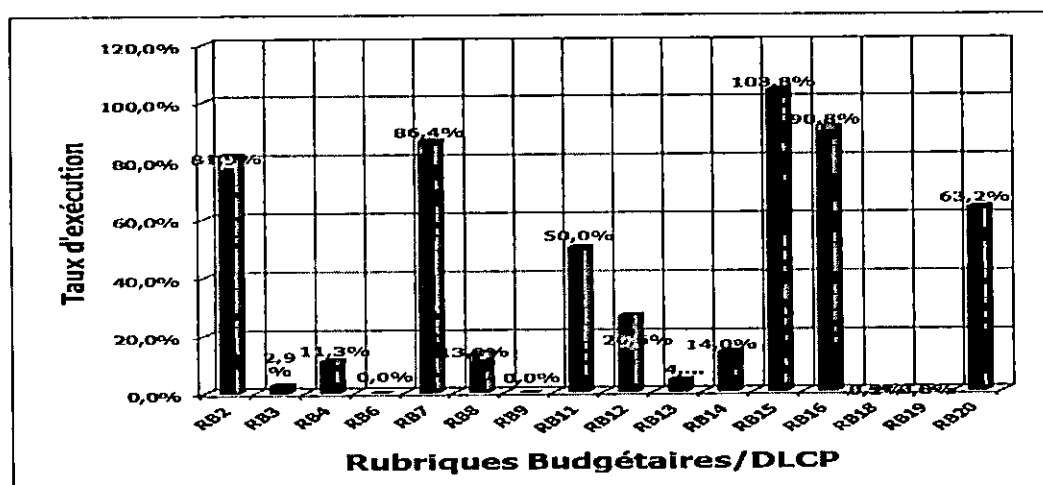
Jb

Elles sont réparties comme suit :

- **Charges communes (RB2) :** 57.222.804.925 FC contre les prévisions linéaires de 69.884.229.859 FC, soit un taux d'exécution de 81,9% ;
- **Contrepartie des projets (RB3) :** 468.874.400 FC contre les prévisions linéaires de 16.132.189.925 FC, soit un taux d'exécution de 2,9% ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) :** 5.640.612.433 FC contre les prévisions linéaires de 50.000.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 11,3% ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) :** 83.050.665.590 FC contre les prévisions linéaires de 96.136.155.091 FC, soit un taux d'exécution de 86,4% ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) :** 17.849.338.976 FC contre les prévisions linéaires de 128.271.193.430 FC, soit un taux d'exécution de 13,9% ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) :** 107.820.083.656 FC contre les prévisions linéaires de 215.455.223.661 FC, soit un taux d'exécution de 50,0% ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) :** 370.593.623.163 FC contre les prévisions linéaires de 1.394.484.072.295 FC, soit un taux d'exécution de 26,6% ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) :** 15.337.440.797 FC contre les prévisions linéaires de 351.006.567.292 FC, soit un taux d'exécution de 4,4% ;
- **Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) :** 233.402.220.005 FC contre les prévisions linéaires de 1.662.552.814.209 FC, soit un taux d'exécution de 14,0% ;
- **Mise à la retraite (RB15) :** 3.771.096.735 FC contre les prévisions linéaires de 3.634.428.400 FC, soit un taux d'exécution de 103,8% ;
- **Rémunérations (RB16) :** 2.341.250.587.590 FC contre les prévisions linéaires de 2.577.148.770.731 FC, soit un taux d'exécution de 90,8% ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) :** 57.805.233 FC contre les prévisions linéaires de 24.306.188.431 FC, soit un taux d'exécution de 0,2% ;
- **Subventions aux Services ex-BPO (RB20) :** 2.356.549.717 FC contre les prévisions linéaires de 3.729.939.673 FC, soit un taux d'exécution de 63,2%.

Il convient de signaler que les rubriques **Financement des réformes (RB6)** et **Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB21)** n'ont pas connu un début d'exécution tandis que les rubriques **Fonds de péréquation (RB9)** et **Subventions aux services déconcentrés (RB19)** ont connu une exécution jusqu'à la phase de l'ordonnancement.

Graph. n°5 : Exécution des dépenses par rubriques budgétaires/DLCP



II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 1 et 2 ci-après :

Tabl. n°1 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonné 3	Payé 4	Structure	Payé/ Engagé(4/1)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	143	143	142	126	0,1%	88,1%
2	FRAIS FINANCIERS	120	120	120	112	0,1%	93,3%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	90 453	90 348	80 026	78 533	89,4%	86,8%
4	BIENS ET MATERIELS	3 337	3 300	3 091	1 612	1,8%	48,3%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	5 864	5 782	5 451	2 504	2,9%	42,7%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	6 834	6 754	5 816	3 724	4,2%	54,5%
7	EQUIPEMENTS	180	179	162	70	0,1%	38,9%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 217	1 217	1 208	1 139	1,3%	93,6%
		108 148	107 843	96 016	87 820	100%	81,2%

En analysant les données du tableau n°1, la grande partie des dépenses de l'Etat pour cette période a été effectuée en faveur de fonctionnement principalement les dépenses de personnel.

Les investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) représentent en moyenne 1,4% des dossiers transférés. Un effort devra être fourni pour renverser cette tendance, afin de permettre l'exécution des investissements, facteur de croissance et du développement.

Tabl. n°2 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (8mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnement		Payé	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	671 248 471 662	369 563 768 531	55,1%	369 563 768 531	100,0%	368 846 893 931	99,8%	250 162 741 017	67,8%
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	420 433 197 071	43 805 795 349	10,4%	43 805 795 349	100,0%	43 805 795 349	100,0%	39 733 143 594	90,7%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	5 115 815 765 867	5 661 428 187 182	110,7%	5 657 819 459 506	99,9%	5 032 047 804 981	88,9%	4 807 811 384 148	95,5%
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	259 643 870 168	571 212 364 199	220,0%	569 883 011 562	99,8%	527 483 661 356	92,6%	339 797 029 611	64,4%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	1 043 092 045 868	1 712 583 774 608	164,2%	1 711 157 240 538	99,9%	1 619 956 170 654	94,7%	950 140 845 456	58,7%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	4 942 743 798 083	5 568 963 164 662	112,7%	5 569 101 816 787	100,0%	5 306 870 507 134	95,3%	2 835 848 831 611	53,4%
7	EQUIPEMENTS	6 867 071 772 858	4 578 047 848 572	1 426 891 057 708	31,2%	1 426 094 371 069	99,9%	1 337 118 197 550	93,8%	1 082 771 959 528	81,0%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	4 753 094 159 084	3 168 729 439 389	749 620 905 253	23,7%	749 620 905 253	100,0%	742 376 472 496	99,0%	536 588 896 958	72,3%
Total		30 299 631 685 019	20 199 754 456 680	16 104 069 017 491	79,7%	16 097 046 368 614	100,0%	14 978 505 503 452	93,1%	10 642 854 831 923	72,4%

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

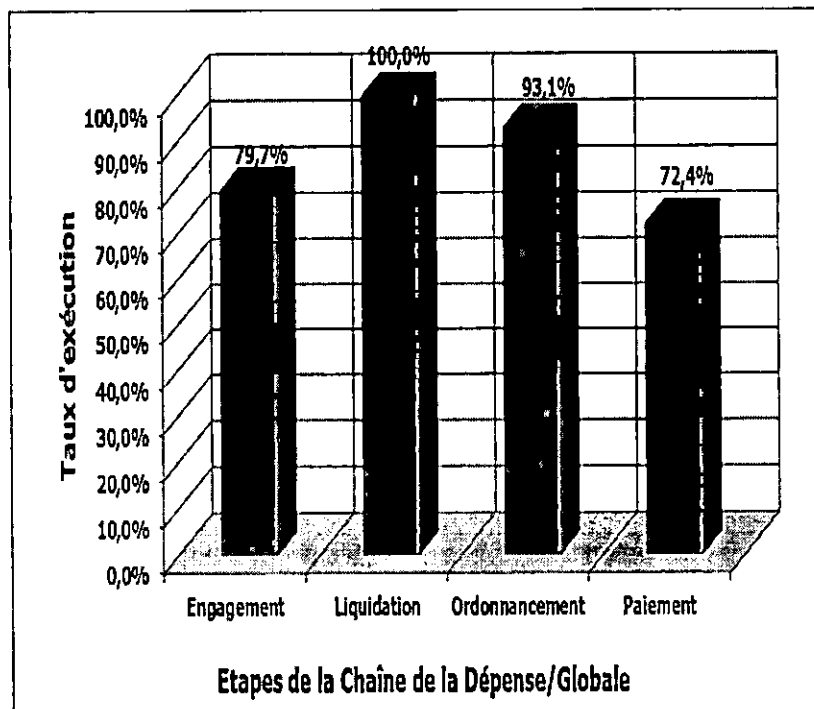
2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 16.104.069.017.491 FC contre les prévisions linéaires de 20.199.754.456.680 FC, soit un taux global de fluidité de 79,7% ;

JPa

- Liquidation : 16.097.046.368.614 FC, dégageant un taux global de fluidité de 100,0% par rapport aux engagements ;
- Ordonnancement : 14.978.505.503.452 FC, renseignant un taux global de fluidité de 93,1% par rapport aux liquidations ;
- Paiement : 10.842.854.831.923 FC, indiquant un taux global de fluidité de 72,4% par rapport aux ordonnancements.

Graph. n°6 : Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 3 et 4 ci-après :

Tabl. n°3 : Volume de dossiers de dépenses LCP par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Payé	Structure	Payé/Engagé(4:1)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	39 515	39 498	34 828	34 678	92,7%	87,8%
4	BIENS ET MATERIELS	650	641	588	342	0,9%	52,6%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 156	1 116	1 034	400	1,1%	34,6%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 086	2 042	1 779	979	2,6%	46,9%
7	EQUIPEMENTS	65	64	57	18	0,0%	27,7%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 030	1 030	1 024	986	2,6%	95,7%
TOTAL		44 502	44 391	39 310	37 403	100,0%	84,0%

Il se dégage du tableau n° 3 ci-dessus, que les DLCP sont plus orientées vers la rubrique Dépenses de personnel.

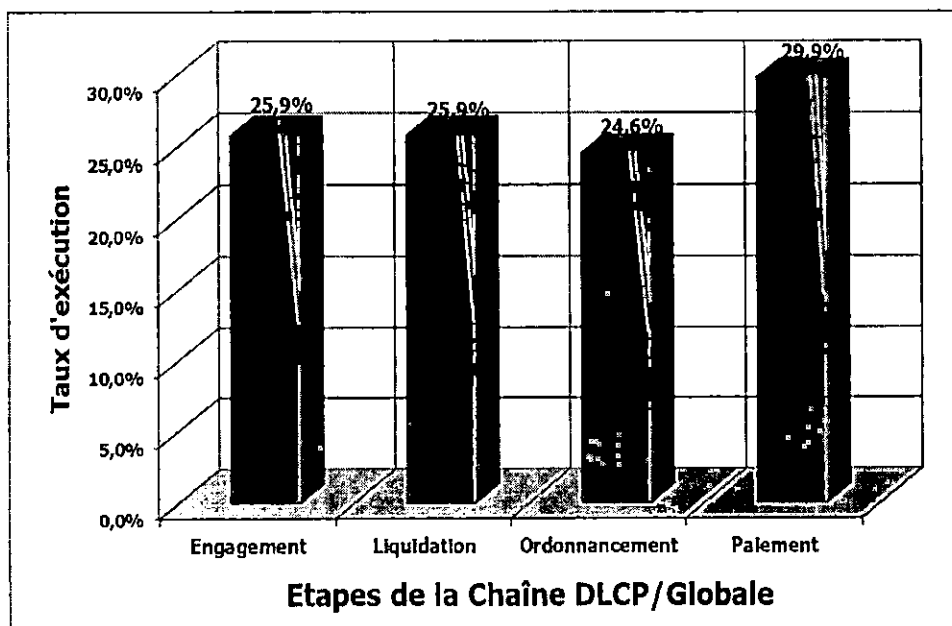
JP

Tabl. n°4 : Exécution en valeur de dépenses LCP par étape de la Chaîne

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (8 mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Paiement	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	3 920 958 142 143	2 613 972 094 762	2 672 060 188 892	102,2%	2 671 419 547 864	100,0%	2 362 109 438 000	88,4%	2 348 274 850 412	99,4%
4	BIENS ET MATERIELS	61 474 629 828	40 983 086 552	41 953 244 104	102,4%	41 630 915 497	99,2%	38 311 045 725	92,0%	26 054 370 303	68,0%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	305 602 024 401	203 734 682 934	161 249 676 922	79,1%	160 499 183 022	99,5%	155 174 666 500	96,7%	70 427 973 591	45,4%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	572 218 129 380	381 478 752 920	474 463 320 945	124,4%	472 222 103 468	99,5%	361 307 289 508	76,5%	174 262 350 548	48,2%
7	EQUIPEMENTS	2 877 688 332 223	1 918 458 888 149	326 060 048 036	17,0%	325 263 361 397	99,8%	281 792 280 619	86,6%	263 040 097 289	93,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 057 521 083 722	2 038 347 389 148	492 371 417 061	24,2%	492 371 417 061	100,0%	487 094 015 876	98,9%	356 762 061 076	73,2%
Total		10 795 462 341 697	7 196 974 894 465	4 168 157 895 960	57,9%	4 163 406 528 309	99,9%	3 685 788 736 227	88,5%	3 238 821 703 219	87,9%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les DLCP ont été exécutées comme suit :

- **Engagement** : 4.168.157.895.960 FC, soit un taux de 25,9% par rapport aux engagements globaux ;
- **Liquidation** : 4.163.406.528.309 FC, soit un taux de 25,9% par rapport aux liquidations globales ;
- **Ordonnancement** : 3.685.788.736.227 FC, soit un taux de 24,6% par rapport aux ordonnancements globaux ;
- **Paiement** : 3.238.821.703.219 FC, soit un taux de 29,9% par rapport aux transferts globaux.

Graph. n°7 : Exécution par étape des DLCP par rapport aux dépenses globales

Handwritten signature

III. Programme de Développement local a la base de 145 territoires

3.1 Brève présentation du programme PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue d'étendre son développement à travers tout son territoire national par un grand projet ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République intitulé « **Programme de Développement Local de 145 Territoires** » PDL-145T en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre de PDL-145T qui bénéficie des financements du Trésor public et des contributions des partenaires au développement (PTFs) est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (**BCECO**), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (**CFEF**) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (**PNUD**).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a lancé le démarrage de deux volets du PDL-145T, à savoir :

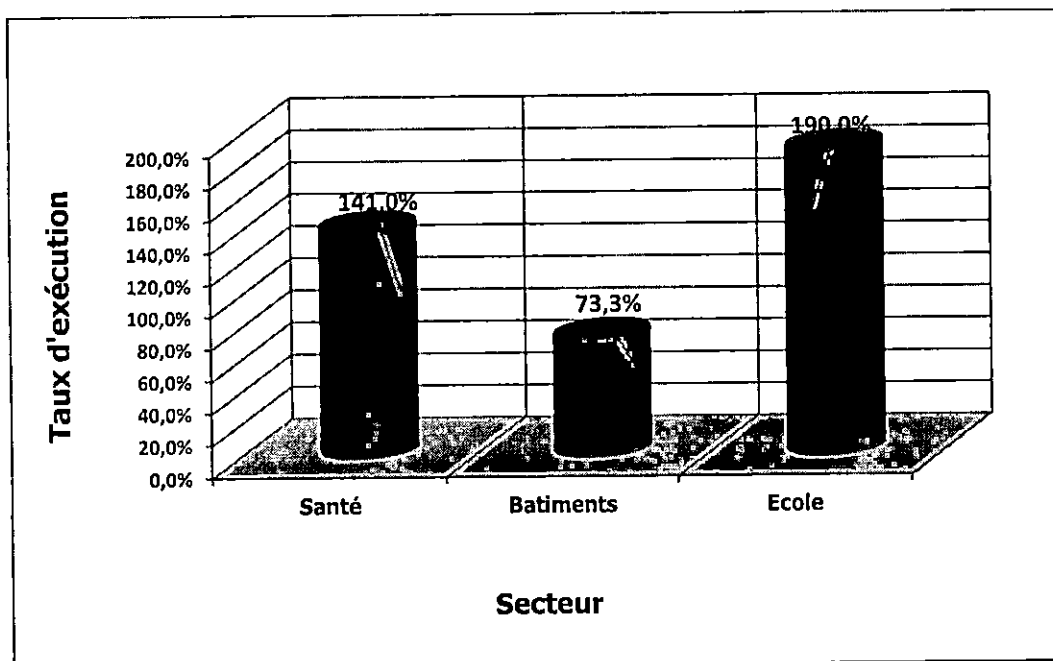
- Volet 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Volet 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

A ce jour, les Agences d'exécution ont réalisé un progrès significatif dans le premier volet.

3.2 Synthèse sur les exécutions de PDL-145 T

A fin août 2023, les projets PDL-145T ont été exécutés à hauteur de **266.459.352.909 FC**, soit **44,8%** par rapport aux prévisions linéaires de **594.460.292.338 FC** de l'ensemble de projets **PDL-145T** et de **129,1%** par rapport à la prévision linéaire de **206.350.967.622 FC** liés uniquement aux projets de construction d'écoles, santé et bâtiments administratifs

- Construction de centres de santé : **74.607.522.600 FC** sur les prévisions linéaires de **52.898.299.595 FC** soit un taux d'exécution de **141,0 %**.
- Construction d'écoles : **129.294.821.416 FC** sur les prévisions linéaires de **68.062.002.797 FC**, soit un taux d'exécution de **190,0%**.
- Construction de bâtiments administratifs : **62.557.008.893 FC** sur les prévisions linéaires de **85.390.665.230 FC**, soit un taux d'exécution de **73,3 %**.

Graph. n°8 : Exécution du volet 1

IV. OBSERVATION

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaîne de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) devra capter les avis de débits tels que lui a envoyé par la Banque Centrale du Congo (BCC). Cela permettra à la DGPPB qui a en charge le suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des ESB exhaustifs et crédibles dans les délais.

V. RECOMMANDATIONS

Au terme de l'analyse de l'exécution de la dépense à fin août 2023 et sur base des conclusions de la réunion relative à la transmission journalière des encaissements et des décaissements du Trésor et, tel qu'abordé à la réunion du 31 mai 2023 sur la conciliation des chiffres entre l'ESB et le TOFE/PTR, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, la Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire (DGPPB) rappelle et recommande ce qui suit :

- la production des ESB et leur affichage est un engagement du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et une exigence du plan conclu avec les Partenaires Techniques et Financiers ;
- le respect du calendrier de transmission des encaissements et des décaissements du Trésor à la DGPPB convenu en date du 04 août 2021 entre la DGPPB et la DTMF pour permettre de produire les ESB conciliés avec le TOFE ;
- le respect du Manuel des procédures et du circuit de la dépense publique ;
- la réception systématique des avis de débit dans la Chaîne de la dépense par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), et in fine, par la Coordination Informatique Interministérielle (CII) et transmission à la DGPPB pour faciliter le rapprochement des ESB et du TOFE ;
- le captage régulier des informations des dépenses effectuées sur ressources extérieures, dans le délai, conformément à l'Arrêté interministériel (Finances-Budget-Plan) portant

SP

- le captage régulier des informations des dépenses effectuées sur ressources extérieures, dans le délai, conformément à l'Arrêté interministériel (Finances-Budget-Plan) portant réglementation du circuit d'information sur les ressources extérieures, en vue de permettre l'exhaustivité des statistiques de l'exécution de dépenses et leur reflet dans les ESB.
- La transmission régulière par les agences (**CFEF, BCECO, PNUD**), de l'exécution de dépenses de PDL-145T pour leur intégration dans la chaîne de la dépense afin d'être comptabilisé dans les ESB.

Fait à Kinshasa, le 29 SEPT 2023

Rolly LENGU MBEMBO
Directeur Général

